



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/83
11 janvier 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 19 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-SIXIEME SESSION

Rapport de Mme Judith Sefi Attah, présidente de
la quarante-sixième session de la Sous-Commission,
établi conformément au paragraphe 14 de
la résolution 1994/23 de la Commission
des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrapes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 5	2
I. GROUPE DE TRAVAIL DE SESSION SUR LES METHODES DE TRAVAIL DE LA SOUS-COMMISSION	6 - 18	3
II. DECISION PRISE PAR LA SOUS-COMMISSION AU SUJET DE SES METHODES DE TRAVAIL	19	5
III. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX SURVENUS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME	20 - 21	5
IV. QUESTIONS DIVERSES	22 - 24	5

Introduction

1. Dans sa résolution 1994/23 du 4 mars 1994 intitulée "Travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités", la Commission des droits de l'homme, ayant exprimé sa satisfaction à la Sous-Commission pour sa contribution positive à la promotion et à la protection des droits de l'homme et ayant noté avec satisfaction le dialogue et l'esprit de coopération qui se sont instaurés entre les deux organes, a notamment invité de nouveau la Sous-Commission à continuer d'examiner, notamment dans le cadre du Groupe de travail de session réuni conformément à sa résolution 1993/4, les moyens d'améliorer ses travaux, en vue de formuler des recommandations, en particulier sur les points suivants :

a) Initiatives qui permettraient de renforcer la coordination avec la Commission;

b) Propositions concernant la rationalisation de l'ordre du jour, compte tenu, notamment, des rapports existant entre l'ordre du jour de la Sous-Commission et celui de la Commission;

c) Initiatives qui permettraient de diffuser aussi largement que possible les conclusions de la Sous-Commission, telles que la préparation d'un bref résumé de chaque étude achevée, l'objet étant de publier séparément dans plusieurs langues les résumés de toutes les études achevées pendant une session, par exemple dans la série des fiches d'information du Centre pour les droits de l'homme, ce qui contribuerait à mieux faire connaître ces études.

2. La Commission a réaffirmé que l'une des tâches de la Sous-Commission était d'examiner de manière approfondie les informations concernant les allégations de violations de droits de l'homme et de présenter les résultats de son examen à la Commission. La Sous-Commission a été invitée à continuer de prêter dûment attention aux faits nouveaux dans le domaine des droits de l'homme.

3. La Commission a également noté que la Sous-Commission avait demandé des informations sur les situations d'urgence et s'est félicitée de cette initiative qui devrait être mise en oeuvre lorsque les circonstances dans le domaine des droits de l'homme l'exigeaient, et à laquelle les gouvernements devraient donner suite promptement et de manière appropriée.

4. Au paragraphe 14 de la résolution, la Commission a décidé d'inviter le Président de la quarante-sixième session de la Sous-Commission à lui faire rapport, lors de sa cinquante et unième session, sur l'état d'avancement des questions mentionnées dans cette résolution et sur d'importants aspects des travaux de la Sous-Commission.

5. La Présidente de la Sous-Commission soumet le présent rapport succinct à la Commission conformément à la résolution 1994/23 susmentionnée. Elle donnera, au besoin, davantage de détails sur les différents aspects des travaux de la Sous-Commission à sa quarante-sixième session dans son allocution devant la Commission, à sa cinquante et unième session. La

Commission est saisie du rapport de la Sous-Commission sur sa quarante-sixième session, qui porte la cote E/CN.4/1995/2-E/CN.4/Sub.2/1994/56.

I. GROUPE DE TRAVAIL DE SESSION SUR LES METHODES DE TRAVAIL
DE LA SOUS-COMMISSION

6. En application de sa résolution 1993/4, la Sous-Commission a, à sa quarante-sixième session, créé un Groupe de travail de session chargé de poursuivre l'étude de ses méthodes de travail. En étaient membres Mme H. Warzazi (qui a été élue présidente/rapporteur), M. S. Chernichenko, M. A. Eide, M. M. Alfonso-Martínez et M. R. Hatano. Le Groupe a tenu trois sessions, ouvertes à tous les membres de la Sous-Commission ainsi qu'aux observateurs des Etats et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Son rapport a paru sous la cote E/CN.4/Sub.2/1994/3.

A. Coordination avec la Commission des droits de l'homme

7. Le Groupe de travail a estimé nécessaire de maintenir la pratique efficace consistant à inviter le président de la Sous-Commission à prendre la parole à la Commission et à participer aux réunions du Bureau de la Commission après les sessions, ainsi qu'à inviter le président de la Commission à prendre la parole à la Sous-Commission. Il a également été proposé d'instaurer une liaison avec la Commission durant les sessions de la Sous-Commission.

8. Il a été également proposé que les membres de la Sous-Commission consultent les auteurs de la résolution 1994/23 de la Commission afin d'obtenir des éclaircissements sur ce qu'il fallait entendre par "renforcer la coordination avec la Commission".

B. Rationalisation de l'ordre du jour de la Sous-Commission

9. Le Groupe de travail a suggéré que la rationalisation de l'ordre du jour de la Sous-Commission soit entreprise conjointement avec celle de l'ordre du jour de la Commission, compte tenu en particulier de la session prévue du Groupe de travail sur l'organisation des travaux de la Commission, qui examinerait également l'ordre du jour de la Commission. Les participants ont souligné la nécessité d'éviter de calquer l'ordre du jour de la Commission, compte tenu en particulier de la spécificité de la Commission en tant qu'organe d'experts.

10. A propos de la fusion éventuelle de certains points de l'ordre du jour, le Groupe de travail a mis en garde contre des mesures dans ce sens qui seraient prises sans raison.

11. La Commission devrait également être priée de fournir certaines orientations concernant la rationalisation de l'ordre du jour de la Sous-Commission.

C. Diffusion des conclusions de la Sous-Commission

12. Il a été proposé que les rapporteurs spéciaux soient invités à établir par écrit de brefs résumés de leurs rapports et de leurs études.

13. Il a été proposé en outre que le président de chacune des sessions de la Sous-Commission décide des organes, conférences, etc., qui devraient être informés à leurs sessions en cours et/ou futures des travaux et des conclusions de la Sous-Commission.

D. Méthodes de travail concernant l'examen du point de l'ordre du jour relatif aux violations des droits de l'homme

14. Sur la base des propositions faites par ses membres, le Groupe de travail a adopté plusieurs recommandations sur les méthodes de travail de la Sous-Commission concernant le point 6 de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants : rapport de la Sous-Commission établi en application de la résolution 8 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme". Ses recommandations portaient sur le temps de parole, l'attribution du temps de parole et l'ordre des orateurs.

15. Il a notamment été proposé de déterminer le temps de parole maximum lors de l'examen de ce point de l'ordre du jour pour tous les orateurs, en divisant le temps qui leur était réservé, soit six heures, par le nombre de délégations qui se seraient inscrites avant la clôture de la liste des orateurs. Si plusieurs observateurs inscrits sur la liste décidaient par la suite de faire une déclaration conjointe, le temps de parole de l'orateur choisi pourrait être prolongé. Les observateurs gouvernementaux devraient normalement éviter, en prenant la parole au titre de ce point de l'ordre du jour, de se référer à la situation des droits de l'homme dans des pays autres que le leur. Le temps de parole des observateurs gouvernementaux exerçant un droit de réponse s'ajoutait au temps utilisé par ces observateurs pour fournir des renseignements sur l'évolution de la situation des droits de l'homme dans leur pays et ne devrait pas dépasser cinq minutes à moins que le nombre et la teneur des allégations dirigées contre le gouvernement concerné ne justifient l'octroi d'un temps de parole supplémentaire dont le Président déciderait à la demande de l'observateur concerné.

E. Questions diverses

16. S'agissant de la question des communications, il a été proposé que la Sous-Commission recommande à la Commission d'élargir le mandat du Haut Commissaire aux droits de l'homme, afin de lui permettre de recevoir des communications émanant de particuliers, relatives à des cas extrêmes de violations des droits de l'homme, notamment l'imposition de la peine de mort, et non recevables en vertu d'autres procédures existantes.

17. S'agissant de la question de la réforme de la procédure prévue dans la résolution 1503, notamment son éventuelle suppression, plusieurs membres ont estimé que celle-ci ne devait pas être abandonnée.

18. Les membres ont également estimé que le rôle du président de la Sous-Commission et celui du secrétariat devaient être plus précisément définis, en particulier s'agissant des mesures à prendre dans les cas urgents.

II. DECISION PRISE PAR LA SOUS-COMMISSION AU SUJET DE SES METHODES DE TRAVAIL

19. Après avoir débattu de diverses questions se rapportant à son rôle, à son mandat et à l'organisation de son travail et après avoir examiné le rapport et les recommandations de son Groupe de travail de session (voir E/CN.4/Sub.2/1994/SR.3, 22, 26, 36, 37/Add.1), la Sous-Commission a adopté, le 26 août 1994, par 14 voix contre 5, avec une abstention, la décision 1994/117, dans laquelle elle a décidé :

a) D'adopter le rapport du Groupe de travail de session sur les méthodes de travail de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1994/3) ainsi que les recommandations qui y figuraient et qui devraient être scrupuleusement respectées;

b) D'examiner, à titre expérimental, le point 6 à sa quarante-septième session dès que l'ordre du jour aurait été adopté.

III. EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX SURVENUS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

20. Comme par le passé, la Sous-Commission a examiné à sa quarante-sixième session, au titre du point 4 de son ordre du jour intitulé "Examen des faits nouveaux intervenus dans les domaines dont la Sous-Commission s'est déjà occupée", les rapports soumis par l'Organisation internationale du Travail et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui donnaient des informations sur l'évolution récente de leurs travaux. La Sous-Commission a également examiné 11 lettres reçues de gouvernements, 38 exposés écrits soumis par des organisations non gouvernementales et 38 documents rédigés par le Secrétaire général donnant de nouvelles informations sur différents points de l'ordre du jour.

21. La Sous-Commission a aussi axé son attention sur l'évolution récente de la situation effective des droits de l'homme dans plusieurs pays et territoires en se fondant sur les informations qui lui avaient été soumises par des membres, des gouvernements observateurs et des organisations non gouvernementales. Elle a examiné en particulier, avant de prendre des mesures à ce sujet, la situation au Rwanda (résolution 1994/1), en Afrique du Sud (résolution 1994/3), en Albanie (résolution 1994/12), au Moyen-Orient (résolution 1994/13), en Iraq (résolution 1994/14 et décision 1994/111), en République islamique d'Iran (résolution 1994/16), au Burundi (résolution 1994/17), au Tchad (résolution 1994/19), au Togo (résolution 1994/20), à Bougainville (résolution 1994/21), en Haïti (résolution 1994/22), au Guatemala (résolution 1994/23), ainsi que dans les territoires palestiniens et les autres territoires arabes occupés par Israël (décision 1994/112).

IV. QUESTIONS DIVERSES

22. Comme il y était invité par la Commission des droits de l'homme au paragraphe 13 de sa résolution 1994/23, le Président de la cinquantième session de la Commission, M. van Wulfften Palthe, s'est exprimé devant la Sous-Commission, à sa vingt-deuxième séance, le 17 août 1994.

23. Les 26 membres de la Sous-Commission ont assisté à la plus grande partie de la session. Lorsque l'un d'entre d'eux s'est trouvé dans l'impossibilité d'assister aux séances, il/elle a été en règle générale remplacé(e) par son suppléant/sa suppléante. De plus, 89 Etats à titre d'observateurs (l'an dernier 99), 5 organes des Nations Unies (autant que l'an dernier), 3 institutions spécialisées (l'an dernier 5), 3 organisations intergouvernementales ou autres (l'an dernier 9), un mouvement de libération nationale (l'an dernier 3) et 115 organisations non gouvernementales (l'an dernier 111) ont assisté à la session.

24. Tout a été mis en oeuvre pour organiser les travaux de la quarante-sixième session de la Sous-Commission dans le temps qui lui était normalement imparti. Les demandes de réunions supplémentaires n'ont pas été agréées en raison des difficultés financières de l'Organisation. Durant toute la session, il n'a été perdu qu'une heure quinze minutes de temps de séance, soit que des réunions aient commencé en retard, soit qu'elles se soient terminées avant l'heure prévue.
